



ANNEXE RGPD
MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

DEFINITION DES REGLES DE LA SOUS-TRAITANCE
DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet.....	2
ARTICLE 2 – Cadre légal.....	2
ARTICLE 3 – Définitions au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD)	2
ARTICLE 4 – Description du traitement faisant l’objet de la sous-traitance	2
ARTICLE 5 – Mesures de sécurité.....	4
ARTICLE 6 – Obligations du sous-traitant.....	6
ARTICLE 7 – Modalités de mise en place d’une sous-traitance	8
ARTICLE 8 – Obligations du responsable de traitement envers le sous-traitant.....	8
ARTICLE 9 – Droits des personnes concernées par le traitement.....	8
ARTICLE 10 – Notification des violations de données personnelles.....	9

ARTICLE 1 – Objet

Cette annexe vise à définir les règles applicables à la sous-traitance des données à caractère personnel dans le cadre des marchés publics et les conditions dans lesquelles le sous-traitant, titulaire du marché, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion est responsable du traitement des données personnelles et le titulaire du marché est sous-traitant.

Le sous-traitant doit présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, assurant le respect des exigences du RGPD, en particulier des droits des personnes concernées.

ARTICLE 2 – Cadre légal

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, RGPD), et de toute loi ou réglementation française y afférent.

ARTICLE 3 – Définitions au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

- **Responsable du traitement** : l'acheteur est considéré comme le " responsable du traitement " en tant qu'autorité publique déterminant les finalités et les moyens du traitement des données.
- **Sous-traitant** : le titulaire est généralement considéré comme le " sous-traitant " en tant que personne traitant des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur.
- **Sous-traitant ultérieur** : le sous-traitant du marché est considéré comme le " sous-traitant ultérieur " en tant que personne à qui le titulaire peut faire appel pour mener des activités de traitement spécifiques.
- **Données à caractère personnel** : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable exploitée directement ou indirectement par la CCI Réunion dans le cadre de son activité.
- **Typologie des données personnelles** : désignation des catégories de données personnelles traitées par le Prestataire en exécution du contrat.
- **Traitement** : toute opération ou ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, automatisée ou manuel, telle que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, la suppression ou la destruction.
- **Finalité** : objectif en vue duquel les données seront collectées, enregistrées, exploitées, transmises, conservées par l'organisme.

ARTICLE 4 – Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

La présente annexe fait partie du contrat conclu par la CCI Réunion ci-dessous :

- Nature du contrat : **Accord-cadre à bon de commande**
- Date : (1)
- Nom du prestataire : (1)
- Objet : **Prestations de consultations juridiques hors contentieux et précontentieux 2025-**
29

(1) A compléter par le soumissionnaire

La CCI Réunion autorise le prestataire à effectuer les traitements suivants :

Traitement	Prestations de consultations juridiques hors contentieux et précontentieux de la CCI Réunion
Finalités	Exécution des prestations objet du marché
Durée du traitement	<ul style="list-style-type: none"> Durée du marché
Données personnelles traitées	<p><u>Concernant les salariés CCI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Données d'identité : nom, prénoms, date et lieu de naissance, sexe, nationalité, photographie (facultatif), CNI ou passeport Données de contact : adresse postale, adresse courriel, coordonnées professionnelles, coordonnées personnelles (facultatif), personnes à contacter en cas d'urgence Données concernant spécifiquement le recrutement : courriers et courriels transmis par les candidats ou communiqués lors de l'entretien / dates d'entretiens / positionnement salarial / suites données à la candidature / type et durée du contrat proposé, CV Données relatives à la situation personnelle : situation familiale, situation matrimoniale, situation fiscale (taux d'imposition), nom du conjoint, enfants à charge ou non, type de permis de conduire détenu par l'employé, permis de conduire, immatriculation du véhicule personnel Données relatives à l'expérience : diplômes, qualifications, certificats et attestations, langues étrangères pratiquées (si nécessaire), expériences professionnelles Données relatives à la situation professionnelle : lieu de travail, numéro d'identification interne, date d'entrée dans l'entreprise, ancienneté, emploi occupé et coefficient hiérarchique, section comptable, nature du contrat de travail, taux d'invalidité, reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), autres catégories de bénéficiaires de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (invalides pensionnés, mutilés de guerre, assimilés mutilés de guerre). <p><u>Concernant les Elus de la CCI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Données d'identification : nom, prénom, état civil, CNI ou passeport Données sur la situation familiale : nom du conjoint, nom des enfants mineurs Données de contact : adresse personnelle et professionnelle, e-mail, numéro de téléphone Données professionnelles : fonction, activités, entreprise, expérience professionnelle Données concernant les participations à des organes dirigeants dans des structures ou entités extérieures : fonctions dirigeantes, rémunérées ou non, dans des organismes publics (établissements publics, GIP, etc.) ou privés (sociétés, associations, fondations, etc.); Données concernant les participations financières directes : participations détenues dans le capital d'une société commerciale ou civile, française ou étrangère, quelle que soit leur forme juridique, à l'exception des SCI familiales ; Données concernant les activités professionnelles, les participations à des organes dirigeants, les participations financières du conjoint, du (de la) concubin(e) ou du (de la) partenaire PACSé(e) si ces activités et participations sont appréciées comme pouvant présenter un risque de conflit d'intérêt ; Données concernant les fonctions bénévoles Données concernant les fonctions et mandats électifs : mandats électifs détenus dans les collectivités territoriales ou leurs groupements ainsi que la nature et le champ des activités exercées dans le cadre de ce mandat. <p><u>Concernant les Clients et fournisseurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Données d'identification : noms, prénoms, Données de contact : adresse professionnelle, e-mail, numéro de téléphone professionnel Informations relatives à l'entreprise / organisme cocontractant : Nom, adresse, informations légales (SIRET, etc.)

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Données concernant la convention : objet, échanges liés à la conclusion et à la mise en œuvre de la convention ▪ Correspondances et mails <p><i>Concernant les locataires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Données d'identification : nom, prénom, état civil ▪ Données de contact : adresse, e-mail, numéro de téléphone ▪ Données financières : informations bancaires, revenus, garanties, avis d'imposition, bilan et comptes annuels ▪ Données relatives au bien loué / occupé : adresse, superficie, nature du bien, références cadastrales ▪ Données relatives à l'occupation (durée, usage, etc.) ▪ Données liées aux assurances ▪ Correspondances et échanges <p><i>Concernant les propriétaires de biens, candidats à l'achat de biens</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Données d'identification : nom, prénom, état civil, CNI ou passeport ▪ Données de contact : adresse, e-mail, numéro de téléphone ▪ Données sur la situation personnelle : profession, régime matrimonial ▪ Données financières : informations bancaires, revenus, garanties ▪ Données relatives au bien : adresse, superficie, nature du bien, références cadastrales, diagnostics, titre de propriété (pour les vendeurs) ▪ Données relatives aux transactions (prix, modalités de paiement, capacité d'emprunt pour l'acheteur, hypothèques ... etc.) ▪ Correspondances et échanges <p><i>Les représentants légaux de personnes morales, intermédiaires (agences immobilières, etc.), notaires et autres professionnels du droit, experts immobiliers :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Données d'identification : nom, prénom, CNI ou passeport ▪ Données de contact : adresse professionnelle, e-mail et numéro de téléphone professionnel ▪ Information sur le pouvoir ou le mandat ▪ Correspondances et échanges
Personnes concernées	Salariés de la CCI, Elus de la CCI, clients, fournisseurs
Sort des données en fin de contrat	<p>Au terme du marché ou en cas de résiliation du marché, le titulaire supprime toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte de l'acheteur et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps.</p> <p>Le titulaire continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.</p>

ARTICLE 5 – Mesures de sécurité

En vue de sécuriser les (les) traitement(s) de données personnelles dans le cadre de l'exécution de ce contrat, le Prestataire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque suivantes :

Mesures garantissant un niveau de sécurité adapté au risque (1) A compléter par le soumissionnaire	Oui / non / Non concerné
Mesures techniques	
Chiffrement des données personnelles	
Pseudonymisation des données	

Transmission des documents de manière sécurisée (chiffrement des documents qui présentent une certaine sensibilité, transmission des documents via des plateformes d'échange sécurisées)	
Identifiants (login) uniques et propres à chaque utilisateur	
Mise en place un système de journalisation des données à caractère personnel	
Mise en place une procédure de verrouillage automatique des sessions	
Mise à jour régulière des anti-virus	
Existence de « Pare-feu » (firewall)	
Mise en place des alarmes anti-intrusion	
Moyens permettant le rétablissement des données en cas d'incident	
Sauvegardes ou synchronisations régulières des données à caractère personnel	
Limitation des flux réseau au strict nécessaire	
Limitation de l'accès aux outils et interfaces d'administration aux seules personnes habilitées	
Installation sans délai des mises à jour critiques	
Protocole TLS	
Stockage des supports de sauvegarde dans un endroit sûr	
Tests réguliers de continuité d'activité	
Mise en œuvre des modalités d'accès spécifiques aux données archivées	
Destruction des archives obsolètes de manière sécurisée	
Enregistrement des interventions de maintenance dans une main courante	
Encadrement des interventions par des tiers	
Effacement des données de tout matériel avant sa mise au rebut	
Tests uniquement sur des données fictives ou anonymisées	
Procédure de test, d'analyse et d'évaluation de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles mises en place	
Mesures organisationnelles	
Présence d'un Délégué à la protection des données	
Formation et sensibilisation des personnels susceptibles de consulter et d'exploiter les données à caractère personnel traitées dans le marché	
Conservation des documents papiers dans des armoires fermées à clé	

Charte informatique ayant force contraignante	
Politique de gestion des mots de passe utilisateur	
Politique en matière de gestion des habilitations	
Mise en place d'un process permettant de supprimer les permissions d'accès lorsqu'elles sont devenues obsolètes	
Revue annuelle des habilitations	
Procédure pour les notifications de violation de Données à Caractère Personnel	
Mise en place des paramétrages respectueux de la vie privée des Personnes concernées	
Politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI)	
Mise en place une procédure d'évaluation des Sous-Traitants	
Audits réguliers des sous-traitants	
Documentation des actions entreprises pour la protection des données	
Supervision et alerte pour détecter rapidement toute atteinte aux données et en informer le responsable du traitement	
Archivage et suppression des données	

Ces mesures visent à protéger les données personnelles traitées contre les risques de destruction, de perte, d'altération, de divulgation non autorisée ou d'accès non autorisé, accidentel ou illicite.

ARTICLE 6 – Obligations du sous-traitant

6.1. Respect des instructions de la CCI Réunion

Le sous-traitant s'engage à traiter les données à caractère personnel pour la (les) finalité(s) objet de la sous-traitance et uniquement sur instruction documentée du responsable du traitement.

Le sous-traitant déclare que les données sont hébergées exclusivement sur le territoire de l'Union européenne.

Si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la CCI Réunion de cette obligation juridique avant le traitement.

Le sous-traitant doit informer immédiatement le responsable du traitement si une instruction constitue, selon lui, une violation de la réglementation applicable.

6.2. Garantie de confidentialité

Le sous-traitant doit garantir la confidentialité des données traitées dans le cadre du présent contrat.

Le sous-traitant doit garantir la confidentialité des données en veillant à ce que les personnes autorisées à les traiter soient soumises à une obligation légale ou contractuelle de confidentialité.

Le sous-traitant s'interdit :

- La consultation et le traitement des données autres que celles concernées par les présentes, et ce, même si l'accès des données est techniquement possible.
- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées.

- De prendre copie ou de stocker tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiées ou recueillis par elle au cours de l'exécution des présentes, en dehors des cas couverts par les présentes.

6.3. Mesures techniques et organisationnelles

Le sous-traitant doit prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité des données personnelles.

6.4. Formation du personnel

Le sous-traitant s'engage à ce que toutes les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel aient bien reçu l'information et la formation nécessaires en matière de protection des données à caractère personnel.

6.5. Respect des droits des personnes

Le sous-traitant doit assister le responsable du traitement dans l'exercice des droits des personnes concernées, notamment en matière d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et de portabilité des données.

6.6. Information du Délégué à la protection des données (DPO)

Le sous-traitant communique à la CCI Réunion les nom / prénom et les coordonnées de son Délégué à la protection des données (DPO) s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement européen sur la protection des données :

Nom / prénom : (1)

Adresse postale : (1)

Courriel : (1)

(1) A compléter par le soumissionnaire

6.7. Création d'un Registre de traitement des données personnelles

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un Registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI Réunion comportant les mentions obligatoires :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et, le cas échéant, du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles visées à l'article 32, paragraphe 1.

6.8. Suppression ou restitution des données personnelles

Le sous-traitant supprime ou restitue toutes les données personnelles au terme de la prestation, sauf obligation légale de conservation.

6.9. Audit et contrôle

Le sous-traitant permet au responsable du traitement de réaliser des audits et inspections pour vérifier la conformité au RGPD.

6.10. Résiliation

En cas de manquement par le sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 des CCAG.

ARTICLE 7 – Modalités de mise en place d'une sous-traitance

7.1. Le sous-traitant principal ne peut recruter un sous-traitant ultérieur sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement.

7.2. Le sous-traitant principal doit imposer au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles qui lui incombent en vertu du présent contrat.

7.3. Le sous-traitant principal doit fournir au responsable du traitement toutes les informations nécessaires concernant le sous-traitant ultérieur, y compris son identité, sa localisation et les traitements qui lui seront confiés.

ARTICLE 8 – Obligations du responsable de traitement envers le sous-traitant

Le responsable du traitement s'engage à :

- Déterminer les finalités et les moyens du traitement des données personnelles.
- S'assurer que le sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.
- Émettre des instructions documentées claires au sous-traitant.
- Vérifier, pendant toute la durée du contrat, que le sous-traitant respecte ses obligations en matière de protection des données.
- Réaliser des audits ou inspections pour s'assurer de la conformité du sous-traitant.

ARTICLE 9 – Droits des personnes concernées par le traitement

9.1. Droit à l'information des personnes

Lorsque des données à caractère personnel relatives à une personne concernée sont collectées auprès de cette personne, le responsable du traitement doit l'informer du traitement opéré.

9.2. Droit d'accès

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données à caractère personnel.

9.3. Droit de rectification

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexactes.

9.4. Droit de d'effacement

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère personnel la concernant et le responsable du traitement a l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais, lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- a) les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
- b) les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- c) les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.

9.5. Droit de limitation du traitement

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement lorsque l'un des éléments suivants s'applique :

- a) l'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel ;
- b) le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement et exige à la place la limitation de leur utilisation ;
- c) le responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel aux fins du traitement mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- d) la personne concernée s'est opposée au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leur droits, le sous-traitant doit adresser ses demandes dès réception par courriel à l'adresse suivante : dpo@reunion.cci.fr

ARTICLE 10 – Notification des violations de données personnelles

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant notifie au responsable du traitement la violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 après en avoir pris connaissance par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel envoyé à l'adresse suivante : dpo@reunion.cci.fr.

Après accord du responsable du traitement, le sous-traitant notifie la violation en question à l'autorité de contrôle compétente conformément à l'article 55, dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification doit, à tout le moins :

- a) décrire la nature de la violation de données à caractère personnel :
 - les date et heure du début et de la fin de la violation de données ;
 - la nature de la violation (perte d'intégrité, de confidentialité, de disponibilité) et origine de l'incident ;
 - la ou les cause(s) de l'incident ;
 - la nature des données concernées par la violation ;
 - les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories ;
 - le nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- b) communiquer le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- c) décrire les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- d) décrire les préjudices potentiels pour les personnes concernées ;

- e) décrire les mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans autre retard indu.

Après accord du responsable du traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel, à la personne concernée. Lorsqu'une violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, le responsable du traitement communique la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais.

Fait à _____, le _____

Le candidat :

Cachet de l'entreprise et signature

(à parapher toutes les feuilles svp)